

Master droit de l'entreprise

Spécialisez-vous dans les domaines du droit de l'entreprise tout en maîtrisant le droit commun

Intitulé officiel : Master Droit, économie, gestion mention Droit de l'entreprise
parcours Juriste d'entreprise

Présentation

Publics / conditions d'accès

Public visé :

Collaborateurs de PME-PMI, TPE, juristes, professionnels souhaitant obtenir une qualification leur permettant d'intégrer le service juridique d'une entreprise ou d'une institution, dirigeants d'entreprise, assistants juridiques.

Le Master est accessible :

- **En M1 :**
 - Aux titulaires d'un diplôme Bac+3 (licence Cnam ou licence universitaire, ou diplôme de niveau II dans un domaine compatible avec la spécialité du master);
 - Aux détenteurs du diplôme d'établissement Cnam (DIE06) « responsable juridique » ;
 - Par la validation des acquis de l'expérience (VAE VAPP) ou la validation des études supérieures (VES).

L'admission se fait sur dossier.

- **En M2**
 - Aux personnes titulaires d'un Bac+4, M1 ou diplôme équivalent; admission sur dossier de candidature et entretien ;
 - Par la validation des acquis de l'expérience (VAE VAPP) ou validation des études supérieures (VES).

Objectifs

Les **objectifs visés** par le master sont:

- Permettre une vision globale du droit dans l'entreprise (compétences en droit social, droit des affaires, droit des nouvelles technologies, droit fiscal, droit des contrats...) afin de bien cerner les besoins des entreprises qui font souvent appel à des juristes généralistes;
- Fournir aux élèves des compétences juridiques transdisciplinaires en droit de l'entreprise afin de répondre à un réel besoin des entreprises désireuses d'intégrer parmi leurs collaborateurs des professionnels du droit ayant une connaissance générale des contraintes et des risques juridiques;
- Acquérir les compétences nécessaires pour anticiper les risques éventuels de contentieux, conseiller et accompagner au quotidien les chefs d'entreprise, les syndicats et les autres partenaires socio-économiques privés. Fournir une aide à la décision;
- Former des professionnels polyvalents capables de négocier des contrats complexes et d'accompagner les entreprises dans la transformation digitale. Réfléchir aux modes de compliance et de mise en conformité en matière de responsabilité sociale de l'entreprise.

Modalités de validation

Non valide depuis le 31-08-2020

Arrêté du 10 avril 2025.

Accréditation jusqu'à fin 2029-2030. le 10-04-2025

Code : MR14901A

120 crédits

Master

Responsabilité nationale :
EPN14 - Droit et immobilier /
Maria-Beatriz SALGADO

Responsabilité opérationnelle :
Marie MERCAT-BRUNS

Niveau CEC d'entrée requis :
Niveau 6 (ex Niveau II)

Niveau CEC de sortie : Niveau 7 (ex Niveau I)

Mention officielle : Arrêté du 10 avril 2025. Accréditation jusqu'à fin 2029-2030.

Mode d'accès à la certification :

- Validation des Acquis de l'Expérience
- Formation continue

NSF : Droit fiscal ; droit des affaires ; droit pénal ; droit de l'environnement ; droit de la santé ; droit de la sécurité et de la défense ; droit du transport etc (128g)

Métiers (ROME) :

Correspondant / Correspondante Informatique et Libertés - CIL (K1903) , Responsable fiscal / fiscale (K1903) , Responsable de service juridique (K1903) , Juriste fiscaliste (K1903) , Juriste d'entreprise (K1903) , Juriste d'affaires (K1903) , Conseiller / Conseillère en droit social (K1903) , Chef de service juridique (K1903)

Code répertoire : RNCP38162

Code CertifInfo : 115694

Contact national :

EPN14 - Droit
2 rue Conté
75003 Paris

Yasmina NABBACH
par_cnam.droit@lecnam.net

Validation de l'ensemble de unités d'enseignement composant le diplôme et du mémoire. Validation de l'expérience professionnelle requise.

Compétences

Les **principales compétences** visées par ce diplôme sont les suivantes:

- Mettre en place une veille juridique et réglementaire dans tous les domaines du droit de l'entreprise et élaborer des indicateurs fiables permettant une diffusion et une mise en application opérationnelle ;
- Interpréter, appliquer les nouveaux textes et les évolutions de la législation ; analyser la jurisprudence et l'appliquer dans l'organisation ;
- Accompagner et conseiller les dirigeants et les managers dans les projets de développement de l'entreprise ;
- Élaborer des diagnostics et proposer de solutions juridiques en cohérence avec la stratégie de l'entreprise ;
- Coordonner et encadrer les projets impliquant des changements d'ordre juridique (licenciements, plans sociaux, fusions...);
- Concevoir et rédiger de documents juridiques (internes et externes) : règlements, notes de service, cahiers des charges, synthèses, bilans, déclarations fiscales;
- Assurer l'exécution d'une convention ;
- Gérer les personnels en se positionnant comme le relai de l'employeur en matière sociale, fiscale, de gouvernance ; accompagner l'employeur dans la gestion des ressources humaines;
- Piloter des projets en matière de politiques sociales ; analyser les enjeux sociaux et proposer des orientations adaptées ;
- Prévenir et gérer les contentieux;
- Comprendre l'articulation des problèmes juridiques en droit social et en droit des affaires.

Perspectives professionnelles

Le caractère pluridisciplinaire de cette formation permet d'envisager les débouchés suivants :

Responsable juridique dans une PME ; Conseiller en droit des affaires ; Fiscaliste d'entreprise ; Juriste au sein d'une entreprise, d'une organisation, d'un cabinet, d'une ONG, d'organismes sociaux ; Cadre dans la banque ; Dirigeant et cadre de direction ; Juriste en cabinet de conseil en droit social

M1:

Droit pénal des affaires	DRA107 4 ECTS
Droit des difficultés des entreprises	DRA120 4 ECTS
Dossier de jurisprudence en droit de l'entreprise	DRT214 4 ECTS
Droit des technologies de l'information et de la communication	DNT104 4 ECTS
Responsabilité pénale et civile de l'employeur et du salarié	DRS107 6 ECTS

1 UE à choisir parmi : 6 ECTS

Parcours d'apprentissage personnalisé en anglais	ANG200 6 ECTS
Anglais professionnel	ANG300 6 ECTS

14 crédits à choisir parmi : 14 ECTS

Droit du travail approfondi, évolutions récentes, aspects individuels et collectifs	DRS208 4 ECTS
Droit et discriminations : agir contre les discriminations	DRS210 2 ECTS
Droit du financement des entreprises	DRA118 4 ECTS
Droit fiscal : imposition du résultat de l'entreprise	DRF114 6 ECTS
Droit fiscal : TVA et imposition du capital	DRF115 4 ECTS
Montage juridique et financier de dispositifs de formation	FAD119 6 ECTS
Solidarité et protection sociale	PPS202 4 ECTS

Une UE à choisir parmi : 6 ECTS

Les techniques de base de l'audit de rémunération et de l'audit social	FPG117 4 ECTS
Information comptable et management	CFA109 6 ECTS
Approches institutionnelles, législatives et réglementaires de la sécurité et santé au travail	HSE101 6 ECTS
Politiques et stratégies économiques dans le monde global	ESD104 6 ECTS
Finance d'entreprise : Initiation à la gestion financière	GFN101 6 ECTS

12 ECTS

M2

Séminaire méthodologique

DRT211

4 ECTS

Droit des nouvelles technologies, de l'information et de la communication :
perfectionnement

DNT201

4 ECTS

Actualités du droit de l'entreprise

DRT212

4 ECTS

Droit du travail et droits de la personne (Droits de l'Homme dans le travail)

DRS203

2 ECTS

La personne et le droit de l'entreprise

DRS204

2 ECTS

Anglais juridique

USDR19

2 ECTS

12 crédits à choisir parmi 12 ECTS

Droit du travail approfondi

DRS205

4 ECTS

Droit de la protection sociale approfondi

DRS206

4 ECTS

Clinique du droit, approche professionnelle

DRS207

4 ECTS

Modes alternatifs de résolution de conflits

DRA203

2 ECTS

Techniques juridiques de la transmission d'entreprise

DRA204

4 ECTS

Droit fiscal approfondi

DRF200

4 ECTS

Droit des sociétés : la gouvernance dans la société anonyme

DRA205

2 ECTS

Une UE à choisir parmi : 6 ECTS

Data RH

FPG119

6 ECTS

Gouvernance et responsabilité sociale des entreprises

CFA234

6 ECTS

La protection du consommateur

DRA201

6 ECTS

La gestion du patrimoine du dirigeant et de l'entreprise

DRA206

6 ECTS

Innovation, travail et emploi

ETE201

4 ECTS

Mémoire

UADR0Q

24 ECTS